



Aides de la PEEC aux ménages Résultats provisoires 1^{er} trimestre 2015

Cette note présente le suivi des aides aux ménages distribuées par les CIL au 1^{er} trimestre 2015. Ces aides constituent l'un des emplois de la PEEC (L.313-3 et R.313-19-1 du CCH).

La note couvre les aides suivantes : avance LOCA-PASS, garantie LOCA-PASS, prêt accession, prêt travaux, MOBILI-PASS et prêts aux ménages en difficulté¹. Compte tenu des données disponibles, les aides MOBILI-JEUNES ne sont pas analysées. La GRL ainsi que les services CIL-PASS MOBILITE et CIL-PASS ASSISTANCE ne sont pas inclus.

Les dénombrements d'aides (hors garanties LOCA-PASS) correspondent aux nombres de dossiers d'aides pour lesquels un premier décaissement a été réalisé au cours de la période étudiée, il s'agit donc des nouvelles aides décaissées du trimestre. Pour les garanties LOCA-PASS, il s'agit du nombre de dossiers ayant fait l'objet d'un engagement dans le trimestre étudié.

Les montants versés correspondent à la somme de tous les décaissements associés à l'aide, y compris ceux concernant des aides ayant connu des décaissements au cours de précédents trimestres. Les dénombrements d'aides et les montants versés ne sont donc pas sur le même périmètre.

Les montants engagés correspondent aux engagements associés aux nouvelles aides accordées dans le trimestre.

Les données analysées dans ce document proviennent du recueil de données d'activité de l'UESL.

Les résultats sont provisoires, des déclarations ultérieures à la date d'observation du trimestre étant susceptibles d'être réalisées.

¹ La note ne couvre pas l'exhaustivité des prêts aux ménages en difficulté existants. Seuls les prêts pour allègement de charges liées au logement et les prêts pour refinancement de prêt immobilier sont comptabilisés dans la note. Les prêts pour les locataires en difficulté et les prêts pour rachat de logement ne sont pas présents dans la base fournie par l'UESL.

ANALYSE

Au 1^{er} trimestre 2015, l'activité au titre de la PEEC relative aux aides aux ménages s'est ralentie aussi bien en nombre d'aides distribuées qu'en montants décaissés.

NOMBRE D'AIDES DISTRIBUÉES AUX MÉNAGES

Le nombre d'aides accordées par les CIL au 1^{er} trimestre 2015 s'élève à 69 121 aides, une valeur en forte baisse par rapport au 4^e trimestre 2014 (-24,8%) et au 1^{er} trimestre 2014 (-22,4%). Cela confirme la tendance décroissante du nombre d'aides accordées depuis 2008.

Les diminutions par rapport au précédent trimestre et au 1^{er} trimestre 2014 s'expliquent principalement par la diminution des deux aides LOCA-PASS (environ 8 500 avances et 10 000 garanties en moins par rapport au précédent trimestre, environ 8 500 avances et 8 000 garanties en moins par rapport au 1^{er} trimestre 2014).

Au 1^{er} trimestre 2015, les aides LOCA-PASS constituent la grande partie des aides aux ménages distribuées, les avances et les garanties représentant respectivement 48% et 38% du total des aides accordées.

MONTANTS VERSÉS AU TITRE DES AIDES AUX MÉNAGES

Les montants versés au 1^{er} trimestre 2015 s'élèvent à 125,2 millions d'euros, une valeur en nette diminution par rapport au 4^e trimestre 2014 (-26,3%) et par rapport au 1^{er} trimestre 2014 (-35,6%).

10,3 millions d'euros ont été versés au titre de la garantie LOCA-PASS au 1^{er} trimestre 2015, correspondant aux mises en jeu de 12 243 garanties (contre 13,0 millions d'euros et 14 737 garanties mises en jeu au 4^e trimestre 2014 et 12,2 millions d'euros et 14 152 garanties mises en jeu au 1^{er} trimestre 2014).

Le recul de l'activité au titre des prêts accession explique la faible valeur du 1^{er} trimestre 2015 (25 millions d'euros en moins au titre des versements accession par rapport au 4^e trimestre 2014, 55 millions d'euros en moins par rapport au 1^{er} trimestre 2014).

Malgré ce recul, les prêts accession représentent toujours la majorité des versements relatifs aux aides aux ménages, ils représentent en effet 63% du total des versements du 1^{er} trimestre 2015.

MONTANTS ENGAGÉS AU TITRE DES AIDES AUX MÉNAGES

249,9 millions d'euros ont été engagés au 1^{er} trimestre 2015, soit une valeur inférieure à celles du 4^e trimestre 2014 (299,2 millions d'euros) et du 1^{er} trimestre 2014 (349,4 millions d'euros).

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique par de moindres engagements au titre de la garantie LOCA-PASS. La baisse par rapport au 1^{er} trimestre 2014 s'explique à la fois par la baisse des engagements au titre de la garantie LOCA-PASS et des engagements au titre des prêts accession.

Près de la moitié des engagements du 1^{er} trimestre 2015 correspondent aux engagements au titre de la garantie LOCA-PASS (47%).

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2015

Tableau 1 : Récapitulatif des aides aux ménages distribuées

Nombre de nouvelles aides financées	Avance LOCA-PASS	Garantie LOCA-PASS	Prêt accession	Prêt travaux	MOBILI-PASS	Prêts aux ménages en difficulté ⁽¹⁾	TOTAL
1er trimestre 2015	33 056	26 429	5 062	1 816	2 621	137	69 121
4ème trimestre 2014	41 648	36 655	6 702	2 916	3 800	191	91 912
<i>Evolution T1 15 / T4 14</i>	-20,6%	-27,9%	-24,5%	-37,7%	-31,0%	-28,3%	-24,8%
1er trimestre 2014	41 650	34 659	7 285	2 694	2 700	130	89 118
<i>Evolution T1 15 / T1 14</i>	-20,6%	-23,7%	-30,5%	-32,6%	-2,9%	5,4%	-22,4%
Total 2015	33 056	26 429	5 062	1 816	2 621	137	69 121
Total 2014	165 436	143 984	31 621	11 953	11 699	684	365 378

(1) Ces prêts recouvrent les prêts pour allègement de charges liées au logement (ex-SECURI-PASS) et les prêts pour refinancement de prêt immobilier plus onéreux.

Tableau 2 : Récapitulatif des montants versés au titre des aides aux ménages

Montants versés (en milliers d'euros)	Avance LOCA-PASS	Garantie LOCA-PASS	Prêt accession	Prêt travaux	MOBILI-PASS	Prêts aux ménages en difficulté ⁽¹⁾	TOTAL
1er trimestre 2015	13 738	10 292	79 046	13 071	5 305	3 765	125 216
4ème trimestre 2014	17 129	12 990	103 781	23 156	7 699	5 054	169 818
<i>Evolution T1 15 / T4 14</i>	-19,8%	-20,8%	-23,8%	-43,6%	-31,1%	-25,5%	-26,3%
1er trimestre 2014	17 247	12 220	134 033	21 811	5 412	3 762	194 495
<i>Evolution T1 15 / T1 14</i>	-20,3%	-15,8%	-41,0%	-40,1%	-2,0%	0,1%	-35,6%
Total 2015	13 738	10 292	79 046	13 071	5 305	3 765	125 216
Total 2014	68 621	50 309	548 571	95 989	23 509	18 989	806 070

Tableau 3 : Résultats détaillés du 1^{er} trimestre 2015

	T1 2014	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	Evol / T-1	Evol / T-4	Cumul 2014	Cumul 2015	Evol 2014/2013
Avance LOCA-PASS	Nombre de nouvelles aides	41 650	39 352	42 786	41 648	33 056	-20,6%	41 650	33 056	-20,6%
	% parc conventionné	72,6%	72,0%	73,4%	75,1%	75,5%	0,4	72,6%	75,5%	2,9
	% par libre	27,4%	28,0%	26,6%	24,9%	24,5%	-0,4	27,4%	24,5%	-2,9
	Age moyen des bénéficiaires	31,5	31,7	31,7	31,1	31,4	0,3	31,5	31,4	0,0
Garantie LOCA-PASS	% moins de 30 ans	54,0%	52,6%	52,1%	55,2%	53,9%	-1,3	54,0%	53,9%	-0,1
	Montants engagés (en milliers d'euros)	19 595	18 551	19 587	17 374	15 174	-12,7%	19 595	15 174	-22,6%
	Montants versés (en milliers d'euros)	17 247	16 396	17 849	17 129	13 738	-19,8%	17 247	13 738	-20,3%
	Age moyen des bénéficiaires	34 659	32 623	40 047	36 655	26 249	-28,4%	34 659	26 249	-24,3%
Prêt Accession	% moins de 30 ans	54,1%	52,7%	59,6%	59,0%	54,6%	-4,5	54,1%	54,6%	0,5
	Montants engagés (en milliers d'euros)	153 501	145 427	173 103	156 499	117 615	-9,6%	153 501	117 615	-6,7%
	Montants versés (en milliers d'euros)	5 908	5 901	6 554	6 954	5 737	-17,5%	5 908	5 737	-2,9%
	Age moyen des bénéficiaires	14 152	13 769	14 376	14 737	12 243	-16,9%	14 152	12 243	-13,5%
Prêt Travaux	% moins de 30 ans	46,8%	44,6%	43,3%	41,5%	42,5%	0,9	46,8%	42,5%	-4,3
	Montants engagés (en milliers d'euros)	142 649	176 443	128 251	95 922	92 666	-3,4%	142 649	92 666	-35,0%
	Montants versés (en milliers d'euros)	134 033	161 350	149 406	103 781	79 046	-23,8%	134 033	79 046	-41,0%
	Age moyen des bénéficiaires	2 694	3 055	3 288	2 916	1 816	-37,7%	2 694	1 816	-32,6%
Aide MOBIL-PASS	% amélioration et agrandissement	99,6%	99,5%	99,8%	99,7%	99,7%	0,0	99,6%	99,7%	0,0
	Age moyen des bénéficiaires	43,7	43,4	43,3	43,8	42,9	-0,9	43,7	42,9	-0,8
	% moins de 30 ans	7,0%	7,4%	7,7%	6,9%	8,6%	1,6	7,0%	8,6%	1,6
	Montants engagés (en milliers d'euros)	23 183	30 908	23 452	17 412	14 942	-14,2%	23 183	14 942	-35,5%
Prêts aux ménages en difficulté	Montants versés (en milliers d'euros)	21 811	24 488	26 534	23 156	13 071	-43,6%	21 811	13 071	-40,1%
	Age moyen des bénéficiaires	2 700	2 351	2 848	3 800	2 621	-31,0%	2 700	2 621	-2,9%
	% moins de 30 ans	50,8%	48,4%	42,2%	52,8%	50,9%	-2,0	50,8%	50,9%	0,1
	Montants engagés (en milliers d'euros)	5 371	5 152	6 426	7 044	5 165	-26,7%	5 371	5 165	-3,8%
TOTAL	Montants versés (en milliers d'euros)	5 412	4 714	5 684	7 699	5 305	-31,1%	5 412	5 305	-2,0%
	% subvention	96,2%	95,3%	95,2%	96,2%	96,7%	0,5	96,2%	96,7%	0,5
	% prêt	3,8%	4,7%	4,8%	3,8%	3,3%	-0,5	3,8%	3,3%	-0,5
	Montants engagés (en milliers d'euros)	130	192	172	191	137	-28,3%	130	137	5,4%
TOTAL	Age moyen des bénéficiaires	41,4	41,8	41,3	40,2	40,3	0,1	41,4	40,3	-1,1
	% moins de 30 ans	2,3%	1,0%	5,2%	9,5%	6,6%	-2,9	2,3%	6,6%	4,3
	Montants engagés (en milliers d'euros)	5 082	5 067	5 002	4 905	4 300	-12,3%	5 082	4 300	-15,4%
	Montants versés (en milliers d'euros)	3 762	5 214	4 958	5 054	3 765	-25,5%	3 762	3 765	0,1%
TOTAL	Montants engagés (en milliers d'euros)	89 118	86 455	97 894	91 912	69 121	-24,8%	89 118	69 121	-22,4%
	Montants versés (en milliers d'euros)	349 381	361 547	355 821	299 156	249 861	-16,5%	349 381	249 861	-28,5%
	Montants engagés (en milliers d'euros)	194 495	224 462	217 295	169 818	125 216	-26,3%	194 495	125 216	-35,6%
	Montants versés (en milliers d'euros)									

Tableau 4 : Répartition des aides et des montants versés au 1^{er} trimestre 2015 par région/département (1/2)

	Avance LOCA-PASS		Garantie LOCA-PASS		ACCESSION		PRÊT TRAVAUX		MOBIL-PASS		Prêts aux ménages en difficulté		TOTAL	
	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)
ILE-DE-FRANCE	4 458	1 962	6 251	3 015	1 018	21 584	269	2 073	316	678	22	450	12 334	29 762
75-Paris	525	233	867	216	40	836	25	187	97	209	1	3	1 555	1 684
77-Seine-et-Marne	727	325	824	419	163	3 151	37	251	26	53	2	83	1 779	4 281
78-Yvelines	600	261	931	419	144	3 161	41	309	38	46	4	4	1 758	4 276
91-Essonne	490	219	757	490	152	3 297	46	328	32	67	32	91	1 481	4 584
92-Hauts-de-Seine	212	478	619	174	138	3 243	38	48	31	156	3	3	1 347	4 151
93-Seine-Saint-Denis	664	287	944	525	117	2 559	31	226	13	29	41	41	1 770	3 667
94-Val-de-Marne	483	213	585	344	120	2 487	22	221	25	52	1	40	1 236	3 358
95-Val d'Oise	491	213	724	336	144	2 850	29	232	14	31	6	98	1 408	3 760
CHAMPAGNE-ARDENNE	706	288	442	70	54	569	52	340	14	27	3	120	1 414	1 414
08-Ardennes	73	30	14	0	7	72	9	78	1	2	0	0	104	182
10-Aube	292	118	254	19	8	157	18	91	8	15	2	80	591	481
51-Marne	317	128	171	51	27	315	18	117	3	6	1	40	537	657
52-Haute-Marne	24	11	3	0	3	25	7	53	2	4	0	0	39	93
PICARDIE	1 281	524	949	210	119	1 504	62	418	19	36	4	95	2 434	2 785
02-Aisne	240	95	234	66	23	226	14	96	7	13	1	1	519	497
60-Oise	749	306	605	112	64	6 905	24	178	3	6	2	72	1 447	1 578
80-Somme	292	123	110	32	32	373	24	144	9	17	1	22	468	710
HAUTE-NORMANDIE	1 188	483	1 006	577	196	3 049	89	625	38	75	5	183	2 522	4 993
27-Eure	367	154	291	183	44	604	30	192	10	20	3	120	745	1 272
76-Seine-Maritime	821	329	715	395	152	2 446	59	433	28	55	2	63	1 777	3 721
BASSE-NORMANDIE	591	234	422	121	103	1 511	45	306	27	53	3	83	1 191	2 309
14-Calvados	293	126	167	78	63	890	17	112	19	37	2	43	561	1 286
50-Manche	204	73	214	34	35	555	17	131	5	11	0	0	804	1 286
61-Orne	94	35	41	9	5	66	11	63	3	6	1	40	155	219
CENTRE-VAL DE LOIRE	2 366	898	1 783	672	224	2 848	106	871	162	325	20	739	4 661	6 352
18-Cher	227	88	131	35	12	123	11	79	13	23	2	55	396	402
28-Eure-et-Loir	157	64	100	48	22	246	16	122	20	39	2	80	600	317
36-Indre	256	95	207	57	15	154	14	91	22	42	2	80	516	519
37-Indre-et-Loire	732	267	616	174	79	1 054	34	301	37	81	5	200	1 503	2 078
41-Loir-et-Cher	185	69	110	95	21	13	228	10	99	13	84	84	336	336
45-Loiret	809	315	619	262	75	1 043	21	179	63	127	6	240	1 593	2 165
BOURGOGNE	1 170	459	853	293	116	1 325	67	470	63	118	4	107	2 273	2 771
21-Côte d'Or	235	94	276	90	30	443	24	161	16	29	2	80	583	897
58-Nievre	223	82	150	55	15	145	7	64	2	0	0	0	396	348
71-Saône-et-Loire	349	137	216	82	47	481	28	185	22	41	23	23	663	948
89-Yonne	363	146	211	67	24	256	8	60	24	46	4	4	631	578
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 500	1 064	1 240	567	229	3 220	127	902	77	164	8	250	4 181	6 167
59-Nord	1 457	613	852	383	161	2 424	82	553	77	164	3	120	2 632	4 256
62-Pas-de-Calais	1 043	451	388	185	68	796	45	369	0	0	5	130	1 549	1 911
LORRAINE	1 341	533	1 186	437	122	1 410	88	632	49	98	1	4	2 787	3 115
54-Meurthe-et-Moselle	477	192	469	202	48	588	20	134	16	32	0	0	1 030	1 148
55-Meuse	69	25	25	7	14	139	9	67	1	2	0	0	118	239
57-Moselle	595	239	578	193	43	538	42	295	23	48	2	2	1 282	1 315
88-Vosges	200	77	114	35	17	146	17	137	9	16	0	2	357	413
ALSACE	759	324	566	300	135	1 844	54	449	56	114	3	84	1 573	3 114
67-Bas-Rhin	454	197	231	162	96	1 388	38	358	27	58	3	84	849	2 205
68-Haut-Rhin	305	127	335	137	39	455	16	134	29	56	0	0	724	909
FRANCHE-COMTE	430	167	283	66	57	681	54	393	28	51	1	44	853	1 403
25-Doubs	206	82	141	33	24	311	19	150	12	21	0	2	402	600
39-Jura	98	37	49	14	10	87	6	100	3	6	1	40	175	284
70-Haute-Saône	63	24	39	6	13	140	17	109	5	10	1	1	137	291
90-Territoire de Belfort	63	24	54	13	10	143	4	34	8	14	0	0	139	228

Tableau 5 : Répartition des aides et des montants versés au 1^{er} trimestre 2015 par région/département (2/2)

	Avance LOCA-PASS		Garantie LOCA-PASS		ACCESION		PRÊT TRAVAUX		MOBILI-PASS		Prêts aux ménages en difficulté		TOTAL	
	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)	Nombre	Montants versés (k€)
PAYS DE LA LOIRE	1 901	788	1 108	313	344	5 038	156	973	192	372	12	347	3 713	7 831
44-Loire-Atlantique	887	388	637	131	186	3 243	67	421	117	236	1	42	1 895	4 460
49-Maine-et-Loire	219	89	65	64	42	485	29	185	25	48	1	43	379	913
53-Mayenne	129	49	35	0	16	182	18	86	18	33	0	18	216	350
72-Sarthe	420	161	297	96	55	595	25	163	8	15	10	262	815	1 292
85-Vendée	248	102	74	22	45	554	17	117	24	40	0	0	408	816
BRETAGNE	1 571	615	958	242	285	3 941	82	587	73	141	7	207	2 976	5 733
22-Côtes d'Armor	152	59	71	14	33	390	17	133	1	2	1	40	275	638
29-Finistère	284	116	156	44	69	862	17	122	7	12	1	198	534	1 198
35-Ile-et-Vilaine	798	305	593	157	134	2 023	18	158	44	89	4	122	2 854	2 854
56-Morbihan	337	135	138	27	49	666	30	173	21	39	1	3	576	1 044
POITOU-CHARENTES	526	212	319	158	83	1 001	54	386	75	140	3	108	1 060	2 006
16-Charente	173	68	111	46	35	426	10	87	19	33	2	69	350	729
17-Charente-Maritime	129	58	14	10	17	219	8	40	24	48	1	40	437	1 193
79-Deux-Sèvres	74	30	4	15	14	149	18	117	11	21	0	11	121	332
86-Vienne	150	57	190	86	17	207	18	120	21	38	0	0	396	508
AQUITAINE	1 602	685	1 400	477	269	3 850	57	417	233	470	2	81	3 563	5 980
24-Dordogne	94	38	53	9	18	186	3	36	12	21	0	1	180	291
33-Gironde	1 041	447	1 170	436	132	2 246	31	217	158	329	2	80	2 534	3 755
40-Landes	107	48	34	5	44	33	3	13	17	17	0	0	205	591
47-Lot-et-Garonne	118	47	19	18	18	159	8	58	12	23	0	0	175	287
64-Pyrénées-Atlantiques	242	105	124	27	57	765	12	93	34	65	0	0	469	1 055
MIDI-PYRENEES	2 076	883	1 307	396	354	4 852	31	245	313	636	4	87	4 085	7 098
09-Ariège	57	23	6	0	10	85	0	5	0	0	0	0	73	114
12-Aveyron	20	5	2	10	10	76	1	5	8	14	0	0	76	116
31-Haute-Garonne	1 397	597	1 066	362	259	4 002	17	127	240	503	4	87	2 983	5 677
32-Gers	71	30	2	10	8	69	2	10	9	16	0	0	100	127
46-Lot	71	29	23	1	3	25	2	2	14	14	0	0	112	81
65-Hautes-Pyrénées	145	61	124	9	18	154	3	30	16	30	0	0	306	284
81-Tarn	153	64	37	5	29	272	4	38	15	27	0	0	238	407
82-Tarn-et-Garonne	132	58	34	14	17	172	3	27	11	21	0	0	197	292
LIMOUSIN	305	123	137	26	39	474	26	177	20	39	2	39	529	877
19-Corrèze	116	49	43	11	13	172	8	65	8	15	0	0	188	312
23-Creuse	18	6	22	4	2	2	0	0	1	2	0	0	43	32
87-Haute-Vienne	171	68	72	11	24	282	18	112	11	22	2	39	298	532
RHONE-ALPES	4 527	1 845	4 369	1 686	642	9 809	224	1 645	361	743	22	591	10 145	16 318
01-Ain	594	242	509	189	51	693	20	135	34	65	3	48	1 211	1 373
07-Ardèche	135	55	88	22	14	116	19	154	5	10	1	40	262	397
26-Drôme	280	122	184	53	47	444	24	204	14	27	2	9	551	860
38-Isère	683	284	653	426	119	1 705	32	212	73	156	4	87	1 564	2 870
42-Loire	625	235	473	80	67	906	52	409	9	17	5	166	1 231	1 813
69-Rhône	1 577	640	1 732	657	275	4 928	50	297	158	328	4	120	3 796	6 971
73-Savoie	165	68	223	95	28	364	12	115	12	25	2	81	442	748
74-Haute-Savoie	468	199	507	163	41	653	15	119	56	114	1	40	1 088	1 288
AUVERGNE	823	326	464	82	97	1 220	57	351	85	155	3	82	1 529	2 215
03-Allier	263	100	60	14	18	218	15	104	23	43	0	0	379	479
15-Cantal	36	14	8	6	2	4	5	30	2	4	0	0	51	74
43-Haute-Loire	82	33	38	12	7	93	9	44	3	6	1	2	140	189
63-Puy-de-Dôme	442	179	360	48	70	891	28	172	57	102	2	80	959	1 473
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 028	461	387	161	161	2 038	33	201	118	233	2	42	1 729	3 136
11-Aude	90	40	8	8	12	117	3	23	9	17	0	0	122	206
30-Gard	261	115	58	45	43	464	15	94	10	20	1	2	388	740
34-Hérault	446	201	282	101	78	1 166	10	88	88	176	1	40	905	1 747
48-Lozère	18	7	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	20	8
PROVENCE-COTE D'AZUR	213	97	38	7	28	291	5	20	10	19	0	0	294	435
04-Alpes de Haute-Provence	69	32	29	12	3	21	0	3	3	6	0	0	104	74
05-Hautes-Alpes	43	17	31	13	7	90	1	2	1	2	0	0	82	130
06-Alpes-Maritimes	270	123	209	66	87	270	16	128	126	270	1	8	709	2 150
13-Bouches-du-Rhône	649	290	491	259	194	1 118	35	234	118	253	2	3	1 489	4 500
83-Var	246	114	61	14	65	36	15	107	18	36	2	11	407	1 493
84-Vaucluse	368	168	137	52	31	440	6	41	14	27	1	2	551	729
CORSE	25	12	14	0	14	232	2	9	2	4	0	0	57	257
DOMI	237	108	33	5	14	269	9	83	18	37	0	0	311	501
TOTAUX	33 056	13 738	26 429	10 292	5 062	79 046	1 816	13 071	2 621	5 305	137	3 765	69 121	125 216

GLOSSAIRE DES AIDES

Avance LOCA-PASS

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole, quelles que soient leur ancienneté et la nature de leur contrat de travail, les retraités depuis moins de 5 ans de ce secteur, les jeunes de moins de 30 ans en recherche ou en situation d'emploi, et les étudiants boursiers non-salariés.

Modalités : avance gratuite remboursable du dépôt de garantie exigé à l'entrée des lieux. L'aide est accordée sous forme d'un prêt à taux nul, remboursable sur une durée modulable dans la limite de 25 mois, avec un différé de 3 mois suivant l'entrée dans les lieux.

Montant : selon le montant du loyer, avec un plafond de 500€.

Conditions : la demande doit être présentée au plus tard 2 mois après l'entrée dans les lieux. Le logement doit constituer la résidence principale du locataire.

Garantie LOCA-PASS

Bénéficiaires : les salariés des entreprises du secteur privé non agricole, quelles que soient leur ancienneté et la nature de leur contrat de travail, les retraités depuis moins de 5 ans de ce secteur, les jeunes de moins de 30 ans en recherche ou en situation d'emploi, et les étudiants boursiers non-salariés. Depuis janvier 2010, les locations proposées par les bailleurs privés ne sont plus éligibles à la garantie LOCA-PASS.

Modalités : engagement d'impayés de loyers pris pour une durée de 3 ans ou pour la durée initiale du bail si celle-ci est inférieure à 3 ans. En cas de mise en jeu de la garantie, le bénéficiaire doit rembourser les sommes acquittées par le CIL sur une durée maximale de 3 ans.

Montant : prise en charge au maximum de 9 mensualités de loyers et charges locatives impayés, plafonnées à 2 000€ par mensualité garantie.

Conditions : la demande doit être présentée au plus tard 2 mois après l'entrée dans les lieux. Le logement doit constituer la résidence principale du locataire.

Prêt accession - Prêt pour construction ou acquisition dans le neuf

Bénéficiaires : les salariés ou retraités depuis moins de 5 ans du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus, les locataires sortant du parc HLM. Les bénéficiaires doivent justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI.

Modalités : le prêt finance soit l'acquisition de terrain suivie de construction, soit la construction ou l'acquisition d'un logement neuf.

Montant : plafonné, dans la limite de 30% du coût total de l'opération, selon la zone géographique : 25 000€ en zone A, 20 000€ en zone B1, 15 000€ en zone B2 et 10 000€ en zone C. Des majorations de 5 000€ à 10 000€ sont possibles dans certains cas particuliers (mobilité professionnelle, jeunes de moins de 30 ans, acquéreurs dans le cadre de l'accession sociale à la propriété, anciens locataires d'un logement HLM).

Taux et durée du prêt : variables selon les CIL.

Conditions : le logement doit être occupé à usage de résidence principale. Le logement doit être neuf et doit respecter des conditions de performance énergétique.

Prêt accession - Prêt pour acquisition dans l'ancien

Bénéficiaires : les salariés ou retraités depuis moins de 5 ans du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus, les locataires sortant du parc HLM. Les bénéficiaires doivent justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI.

Modalités : le prêt finance l'acquisition, sans travaux, d'un logement à usage de résidence principale.



Montant : plafonné, dans la limite de 30% du coût total de l'opération, selon la zone géographique : 25 000€ en zone A, 20 000€ en zone B1, 15 000€ en zone B2 et 10 000€ en zone C. Des majorations de 5 000€ à 10 000€ sont possibles dans certains cas particuliers (mobilité professionnelle, jeunes de moins de 30 ans, acquéreurs dans le cadre de l'accession sociale à la propriété, anciens locataires d'un logement HLM).

Taux et durée du prêt : variables selon les CIL.

Conditions : le logement doit être occupé à usage de résidence principale. Le diagnostic de performance énergétique (DPE) du logement acquis dans l'ancien doit être au moins de catégorie D.

Prêt travaux - Prêt travaux d'amélioration et d'agrandissement

Bénéficiaires : les salariés du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus et les retraités depuis moins de 5 ans de ce secteur. Les bénéficiaires doivent justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI.

Modalités : prêt d'une durée limitée à 10 ans, pouvant être portée à 15 ans lorsque le montant de l'aide est supérieur à 10 000€.

Montant : jusqu'à 100% du prix de revient de l'opération dans la limite de 10 000€. Ce plafond peut être majoré de 5 000€ pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique.

Taux : variable selon les CIL.

Conditions : le logement doit être à usage de résidence principale. Le prêt doit financer les travaux suivants : travaux d'amélioration ouvrant droit à une subvention de l'Anah, travaux d'amélioration de la performance énergétique, travaux d'amélioration d'un logement, travaux d'agrandissement de logement conduisant à la création d'une surface habitable d'au moins 14m².

Prêt travaux - Prêt travaux en faveur des copropriétés dégradées

Bénéficiaires : les salariés du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus et aux retraités depuis moins de 5 ans de ce secteur. Les bénéficiaires doivent justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI.

Modalités : prêt d'une durée limitée à 10 ans.

Montant : jusqu'à 100% du prix de revient de l'opération dans la limite de 10 000€.

Taux : variable selon les CIL.

Conditions : le logement doit être à usage de résidence principale. Le prêt doit financer les travaux réalisés dans les copropriétés faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat.

Prêt travaux - Prêt travaux ou subvention pour l'adaptation du logement des personnes handicapées

Bénéficiaires : les salariés du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus (ainsi que leurs ascendants ou descendants) et aux retraités depuis moins de 5 ans de ce secteur.

Modalités : prêt ou subvention. La durée du prêt est limitée à 10 ans pouvant être portée à 15 ans lorsque le montant de l'aide est supérieur à 10 000€.

Montant : prêt jusqu'à 50% du prix de revient de l'opération dans la limite de 16 000€.

Taux : variable selon les CIL.

Conditions : le logement doit être à usage de résidence principale. Le prêt ou la subvention doit financer les travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement.

Aide MOBILI-PASS

Bénéficiaires : les salariés des entreprises privées non agricoles (10 salariés et plus) en mobilité professionnelle. Les bénéficiaires doivent justifier de ressources (revenu fiscal de référence du ménage) inférieures aux plafonds PLI.

Modalités : subvention et/ou prêt.

Montant : plafonné à 3 500€ en zones A et B1, et à 3 000€ en zones B2 et C. La subvention est plafonnée à 2 200€ en zones A et B1, et à 1 900€ en zones B2 et C. Le prêt est en complément de la subvention dans la limite du montant plafond.

Taux et durée du prêt : taux variable selon les CIL. Durée de 36 mois maximum.

Conditions : la distance entre l'ancienne résidence et la nouvelle doit être supérieure à 70 km. La subvention finance les frais d'accompagnement à la recherche d'un logement locatif réalisée par un prestataire de mobilité. Le prêt couvre les autres dépenses.

Prêt aux ménages en difficulté - Prêt pour propriétaire en difficulté : allègement de charges liées au logement (ex-SECURI-PASS)

Bénéficiaires : accédants à la propriété ou propriétaires qui sont salariés des entreprises privées non agricoles (10 salariés et plus) ou retraités depuis moins de 5 ans de ces entreprises. Les bénéficiaires doivent être en situation de déséquilibre financier.

Modalités : prêt sans intérêt.

Montant : jusqu'à 100% des mensualités des emprunts immobiliers, dans la limite de 1 000€ par mensualité pendant 6 mois, renouvelable une fois, soit une avance maximum de 12 000€. Le prêt finance également les autres charges (copropriété, taxe foncière, taxe d'habitation...) pour un montant cumulé maximum de 6 000€.

Durée du prêt : durée fixée de manière à ce que le taux d'effort global du bénéficiaire n'excède pas 35%.

Conditions : aide apportée à celui qui conserve la charge du logement.

Prêt aux ménages en difficulté - Prêt pour propriétaire en difficulté : refinancement de prêt immobilier plus onéreux

Bénéficiaires : accédants à la propriété ou propriétaires qui sont salariés des entreprises privées non agricoles (10 salariés et plus) ou retraités depuis moins de 5 ans de ces entreprises. Les bénéficiaires doivent être en situation de déséquilibre financier suite à une contrainte extérieure.

Modalités : prêt pour le remboursement total ou partiel de tout prêt immobilier plus onéreux contracté pour le financement de la résidence principale du demandeur.

Montant : 40 000€ maximum.

Taux et durée du prêt : taux variable selon les CIL. Durée fixée de manière à ce que le taux d'effort global du bénéficiaire n'excède pas 35%.

Conditions : aide apportée à celui qui conserve la charge du logement.

PASS-FONCIER

Dispositif d'aide à l'accession créé en 2006 et arrêté en 2011, sous 2 formes : le prêt PASS-FONCIER et le PASS-FONCIER bail à construction.

Le prêt PASS-FONCIER est un prêt à remboursement différé d'un montant égal à 30% du coût total de l'opération. Le montant maximum du prêt par logement varie en fonction des zones, de 10 000€ à 30 000€.

Le PASS-FONCIER bail à construction permettait d'acquérir un logement en 2 temps en différant l'acquisition du foncier après celle du bâti. Les montants plafonds sont les mêmes que ceux du prêt PASS-FONCIER.

